

**ACCORD ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET LA RÉPUBLIQUE DU MALI**

PROROGATION 2007

Article II (révisé)

- A. Le Gouvernement de la République du Mali facilitera au mieux l'échange de ses matériels archéologiques à des fins éducatives, culturelles et scientifiques, dans des conditions qui ne mettent pas en danger son patrimoine culturel.
- B. Les représentants du Gouvernement des États-Unis d'Amérique et les représentants du Gouvernement de la République du Mali prendront des mesures pour diffuser les dispositions du présent Accord.
- C. Conformément aux programmes existant actuellement dans les secteurs public et/ou privé, le Gouvernement des États-Unis utilisera tous les moyens en son pouvoir pour, d'une part, répondre aux demandes d'assistance technique de la République du Mali portant sur la gestion et la sûreté des ressources culturelles et, d'autre part, impulser les échanges professionnels aux fins de renforcer les capacités du Mali en matière d'organisation d'expositions et de sciences de la conservation.
- D. Les deux Gouvernements chercheront à encourager la coopération entre les établissements d'enseignement supérieur, les organisations non gouvernementales et autres organisations dans le domaine des échanges de connaissances et d'information sur le patrimoine culturel de la République du Mali; et à collaborer à la préservation et à la protection de ce patrimoine à travers une assistance technique appropriée, la formation et la disponibilité de ressources.
- E. Le Gouvernement de la République du Mali cherchera à développer et à promouvoir des programmes de formation professionnelle pour les archéologues, les personnels de musées et les administrateurs des institutions publiques responsables du patrimoine culturel.
- F. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, reconnaissant les initiatives réussies entreprises par le Gouvernement de la République du Mali à travers la mise en place de missions culturelles qui entreprennent des programmes de recherche, de gestion de sites et d'éducation des populations locales sur les grands sites archéologiques, encourage la poursuite de telles mesures comme partie intégrante d'un effort d'ensemble vers une stratégie durable de protection des ressources culturelles.
- G. Le Gouvernement de la République du Mali mettra en place un comité interministériel pour coordonner les activités de protection du patrimoine culturel et renforcera les efforts à réduire la commercialisation interne et l'exportation des antiquités interdites et sensibiliser les tours opérateurs et d'autres acteurs sur la nécessité de protéger les sites archéologiques contre le pillage dans les régions comme le Sahara. Ce comité interministériel et l'Ambassade des États-Unis se réuniront une fois par an pour faire le point de l'Accord.
- H. Le Gouvernement de la République du Mali s'efforcera de renforcer la coopération avec ses voisins immédiats, pour la protection du patrimoine culturel régional. Le Gouvernement du Mali s'efforcera également d'obtenir la coopération d'autres pays où il existe un marché pour les biens archéologiques illicites provenant du Mali, afin de réduire l'importation de ces biens dans ces pays.